

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
Semaine du 9 février 2026

Energie

Le prix de l'électricité au Royaume-Uni plus élevé en 2030

Le PDG de Centrica, Chris O'Shea, a averti que les prix de l'électricité au Royaume-Uni en 2030 seront plus élevés qu'au moment du pic consécutif à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Selon lui, cette hausse s'explique par des années de sous-investissement dans le système électrique britannique, combinées à une augmentation des coûts des nouvelles infrastructures (centrales à gaz, parcs éoliens, etc.).

Chris O'Shea a précisé que, d'ici 2030, un tiers du coût de l'électricité proviendra des coûts de gros (prix de l'énergie elle-même), tandis que les deux tiers restants seront liés aux coûts système (réseaux, infrastructures, etc.). Après la crise énergétique de 2022, marquée par la flambée des prix du gaz et des pannes dans les centrales nucléaires françaises, le gouvernement britannique avait dû intervenir pour soutenir les ménages. Malgré un retour à des niveaux moins élevés, les prix restent supérieurs à la moyenne d'avant-crise.

Pour moderniser le réseau, des investissements massifs (dizaines de milliards de livres) sont prévus dans les prochaines années, notamment pour renforcer les infrastructures et construire de nouvelles lignes électriques reliant les parcs éoliens écossais.

Cette perspective de hausse durable des prix pourrait inquiéter les autorités, qui se sont engagées à réduire les factures d'électricité d'ici 2030, un enjeu majeur pour les ménages et les entreprises.

Nouvelles subventions record pour l'énergie solaire

Le gouvernement britannique a attribué des contrats de subvention record pour de nouvelles capacités solaires, dans le cadre de sa stratégie de décarbonation du système électrique d'ici 2030. Lors d'une enchère organisée mardi, 4,9 GW de projets solaires, 1,3 GW d'éolien terrestre et 21 MW d'énergie marémotrice ont été retenus, marquant la plus grande attribution jamais réalisée pour le solaire.

Le prix garanti pour l'éolien terrestre s'élève à 72,24 £/MWh (+22 % en termes réels par rapport au record bas de 2022). Le solaire est fixé à 65,23 £/MWh (+1,8 % par rapport à 2022).

Ces projets, combinés aux 8,4 GW d'éolien offshore attribués le mois dernier, pourraient alimenter l'équivalent de 16 millions de foyers.

Les contrats garantissent un prix fixe pour l'électricité produite, protégeant ainsi les ménages et les entreprises des fluctuations des prix du gaz. Les projets sont financés par une taxe sur les factures des consommateurs.

Communiqué conjoint de la CRE et de l'Ofgem sur les interconnexions électriques franco-britanniques

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) et l'Ofgem (régulateur britannique de l'énergie) ont publié le 11 février une déclaration conjointe ([Déclaration conjointe de l'Ofgem et de la CRE - 11 février 2026](#)) actualisant leur position sur la construction de nouvelles capacités d'interconnexion électrique entre la France et la Grande-Bretagne, et faisant suite à leur déclaration de février 2025.

Les deux régulateurs rappellent leur mission de protection des intérêts des consommateurs et soulignent l'importance du partenariat historique entre les deux pays, avec une capacité d'interconnexion existante de 4 GW (IFA, IFA2, Eleclink). En février 2025, ils s'étaient accordés sur la nécessité d'étudier l'augmentation d'environ 1 GW de la capacité d'interconnexion et le partage des coûts et des recettes entre les deux pays. À ce stade, les régulateurs estiment toutefois que les conditions ne sont pas réunies pour approuver un nouveau projet d'interconnexion et privilégient la réalisation d'une étude conjointe approfondie afin d'explorer et de déterminer le besoin de nouveaux projets d'interconnexion entre la France et la Grande-Bretagne à long terme, ainsi que les mécanismes potentiels de partage des coûts pour ces projets.

Dans la déclaration commune de février 2025, les régulateurs avaient pris note de facteurs externes importants, tels que l'augmentation des coûts de la chaîne d'approvisionnement et le renforcement des réseaux nationaux, qui seront pris en compte dans l'étude. Le moment le plus approprié pour cette analyse conjointe sera en

partie influencé par ces changements externes sur le marché et les réseaux, ainsi que par la réforme en cours de la planification du système énergétique au Royaume-uni. Compte tenu de ces facteurs, les régulateurs ont pour objectif d'entreprendre cet exercice d'ici un à deux ans.

Environnement

Création d'une zone de baignade dans la Tamise à Londres

Pour la première fois, une zone de baignade officielle pourrait être désignée sur la Tamise à Londres (à Ham, dans le sud-ouest de la capitale). Ce site fait partie des 13 nouveaux sites en Angleterre proposés pour obtenir le statut de « zone de baignade surveillée », après des années de mobilisation des associations et des usagers.

L'objectif est d'améliorer la qualité de l'eau grâce à des contrôles renforcés, notamment pour limiter la pollution par les eaux usées et les rejets industriels ou agricoles. Cependant, ce projet pourrait compliquer les plans de Thames Water, qui souhaite prélever des millions de litres d'eau dans la Tamise pour les remplacer par des eaux traitées issues d'une station d'épuration, afin de lutter contre les pénuries d'eau.

Le statut de zone de baignade impose des tests réguliers pour détecter les bactéries indicatrices de pollution fécale, et met la pression sur les compagnies des eaux pour réduire les rejets d'eaux usées.

Les associations locales saluent cette avancée, mais soulignent que la plupart des sites déjà désignés en Angleterre ont une qualité de l'eau jugée médiocre. Une consultation publique de six semaines est ouverte pour recueillir l'avis des citoyens sur ces 13 nouveaux sites. Si ces désignations sont validées, le nombre total de zones de baignade surveillées au Royaume-Uni passera à 464. Cependant, des experts rappellent que sans une réforme profonde des compagnies des eaux et une meilleure régulation des pollutions agricoles et chimiques, les rivières britanniques resteront parmi les plus polluées d'Europe.

Le Tony Blair Institute appelle le gouvernement à revenir sur les interdictions de licences pétrolières et gazières

Le Tony Blair Institute (TBI), le groupe de réflexion fondé par l'ancien Premier ministre britannique, a appelé le gouvernement travailliste de Keir Starmer à annuler l'interdiction des nouvelles licences d'exploration pétrolière et gazière en mer du Nord ([Why Britain Needs an Energy-Strategy Reset](#)).

Le TBI estime que la taxe exceptionnelle sur les profits des entreprises pétrolières et gazières (Energy Profits Levy) devrait être réduite, arguant que la stratégie actuelle du gouvernement en matière d'énergie propre « mène le Royaume-Uni dans la mauvaise direction ». Selon le rapport, les mesures prises ont augmenté les risques politiques et poussé les investissements hors du bassin de la mer du Nord.

Le groupe propose que les nouvelles licences soient accordées sous un cadre clair, en privilégiant les projets commercialement viables, moins émetteurs de carbone que les alternatives importées, et compatibles avec une diminution progressive de la production à long terme. Le TBI souligne que cette approche ne vise pas à ralentir la transition énergétique, mais à la rendre plus réaliste et politiquement acceptable.

Par ailleurs, le TBI critique l'objectif du gouvernement de produire une électricité 100 % propre d'ici 2030, le qualifiant de « théâtre climatique » plutôt que de véritable leadership. Selon l'institut, cette ambition, bien que louable, ignore les réalités économiques et énergétiques actuelles. Il plaide pour une stratégie axée sur une énergie abondante et moins chère, afin de soutenir la croissance, l'électrification et le consentement public à l'action climatique.

Transports

Ouverture de FS Advisory à Londres, filiale de Ferrovie delle Stato

Les Chemins de fer italiens (FS) ont lancé FS Advisory, un nouveau cabinet de conseil spécialisé dans les transports et les infrastructures, basé à Londres. Ce cabinet proposera des services de conseil aux gouvernements, aux investisseurs institutionnels, aux exploitants, aux développeurs d'infrastructures, ainsi qu'aux entreprises de construction et d'ingénierie à travers le monde.

FS Advisory est dirigé par Ernesto Sicilia, ancien directeur général de Trenitalia UK, qui a exploité les services de banlieue c2c en Grande-Bretagne dans le cadre d'un contrat avec le gouvernement entre 2017 et 2025. Trenitalia UK détient encore une participation de 30 % dans Avanti West Coast (AWC), qui continue d'assurer des services interurbains sur la ligne principale West Coast Main Line (WCML).